



→ « Guerre commerciale: les accords bilatéraux sont importants pour survivre parmi les requins »

Accès aux marchés internationaux, Politique européenne

Une guerre commerciale se profile: consolider les bilatérales devient encore plus important

13.02.2025

D'un coup d'oeil

- L'éclatement d'une guerre commerciale entre les États-Unis, la Chine et les États de l'UE aurait aussi des conséquences négatives pour la Suisse en tant que nation exportatrice.
- Il est d'autant plus important de stabiliser nos relations économiques avec l'UE, notre principal débouché.
- Le présent paquet d'accords permet à la Suisse de poursuivre sur la voie bilatérale.

Au cours de sa quatrième semaine à la présidence, Donald Trump a introduit des droits de douane sur l'aluminium et les produits en acier. Avant cela, les États-Unis avaient déjà introduit des droits de douane de 10% sur les importations en provenance de Chine. Donald Trump a en outre menacé d'introduire des droits de douane élevés à l'égard du Mexique et du Canada – les deux principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Dans de nombreuses capitales du monde, mais aussi dans les entreprises, on s'inquiète de savoir quel pays et quel produit sera le prochain à se voir imposer des droits de douane. Pour l'UE, les droits de douane introduits par l'administration Trump arrivent précisément au moment où ses États membres entendent dynamiser leur économie. La situation se corserait encore si la Chine décidait de rediriger des exportations bon marché destinées aux États-Unis vers l'Europe (nous vous tiendrons informés des derniers développements du conflit commercial mondial dans notre [fil d'actualité](#)).

Les pays du monde entier visés par des droits de douane américains introduisent ou préparent des contre-mesures. Une telle escalade aurait des conséquences négatives pour l'économie mondiale. Cela pourrait provoquer un ralentissement du commerce mondial et de la croissance économique mondiale. Non seulement le commerce lui-même, mais aussi les investissements diminueront fortement. En effet, les incertitudes sont grandes et cela suffit à freiner les investissements à long terme. Les chaînes de valeur mondiales devraient en être le plus affectées.

La Suisse en tant que nation exportatrice sera directement concernée par une telle évolution. Cela représente un défi tant pour les entreprises que pour la politique économique extérieure de la Suisse.

Il n'y a aucune raison de paniquer, bien au contraire. Les entreprises suisses ont prouvé leur résilience à plusieurs reprises au cours des vingt dernières années. En comparaison internationale, la politique économique extérieure de la Suisse est judicieuse. Les autorités n'ont reculé devant aucun effort pour mettre en place un réseau toujours plus large d'accords de libre-échange. Celui-ci couvre entre autres l'accès à de grands marchés de croissance comme la Chine et l'Indonésie.

Il est d'autant plus important de ratifier rapidement l'accord de libre-échange avec l'Inde, dont les négociations sont terminées. Le projet se trouve au Parlement. Le Conseil des États l'a approuvé et c'est au tour du Conseil national de se prononcer. En l'absence de référendum, l'accord pourrait entrer en

vigueur d'ici à la fin de l'année – ce qui donnerait une impulsion importante à l'industrie en particulier, car cet accord baisserait les barrières douanières – et contrerait efficacement la tendance internationale.

En ce qui concerne l'accès à notre principal partenaire commercial – l'UE –, la Suisse a également les moyens d'assurer son avenir. Les négociations sur les bilatérales III ont pu être conclues matériellement le 20 décembre 2024. Une première appréciation du résultat des négociations autorise l'optimisme. La Suisse a bien négocié et obtenu de nombreuses exceptions, ce qui est positif.

Au vu des grandes incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale, il serait extrêmement précieux pour les entreprises exportatrices suisses que la voie bilatérale puisse être rapidement consolidée. Car n'oublions pas que nous parlons d'un volume d'exportation annuel de 144 milliards de francs. La poursuite de la voie bilatérale assurerait à la place économique suisse la sécurité de planification dont elle a besoin. Dans une phase où l'économie mondiale commence à se muer en bassin de requins, il est d'autant plus précieux de stabiliser les relations avec nos voisins.